



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFETE DE LA DORDOGNE

Direction départementale des territoires  
Service : SEER-RDPF  
Cité administrative  
24016 Périgueux cedex  
Tél. : 05 53 45 56 62

**Arrêté n° DDT/SEER/RDPF/2017-015  
portant prescription de l'élaboration du plan de prévention du risque  
inondation pour la commune de LE LARDIN SAINT LAZARE**

La Préfète de la Dordogne,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement;

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques naturels et technologiques et ses décrets d'application ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu la situation du territoire de la commune de Le Lardin Saint Lazare au regard du risque inondation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - L'établissement d'un plan de prévention du risque inondation du cours d'eau Le Cern est prescrit pour la commune de LE LARDIN SAINT LAZARE.

**Article 2** - Le périmètre mis à l'étude comprend l'ensemble du territoire de la commune de LE LARDIN SAINT LAZARE.

**Article 3** - La direction départementale des territoires est chargée de l'instruction de cette procédure.

**Article 4** - Sont associés à cette procédure la commune de LE LARDIN SAINT LAZARE ainsi que les organismes et personnes publiques concernés par le projet. Une réunion de lancement de l'étude (présentation du bureau d'études retenu, de la démarche suivie, du calendrier...) a été organisée avec l'ensemble des communes concernées préalablement à la prescription de ce plan de prévention du risque inondation.

Des réunions complémentaires seront programmées à chaque phase de cette étude avec l'ensemble des communes et les organismes et personnes publiques concernés par le projet. D'autres réunions avec cette commune peuvent être organisées en tant que besoin et à la demande de celle-ci.

Le projet d'élaboration du plan de prévention du risque inondation, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation, est soumis, avant enquête publique, pour avis au conseil municipal de la commune de LE LARDIN SAINT LAZARE ainsi qu'aux organismes et personnes publiques concernés par le projet. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois, leur avis est réputé favorable.

**Article 5** - La concertation avec les habitants et les autres personnes intéressées s'effectue durant toute la durée de l'élaboration du projet du plan de prévention du risque inondation. A ce titre, les documents produits aux phases clefs de la procédure sont disponibles sur le site internet de la préfecture de la Dordogne à l'adresse suivante : [www.dordogne.gouv.fr](http://www.dordogne.gouv.fr).

En outre, une réunion publique d'information pourra être organisée, dans une commune, pour l'ensemble des communes concernées par l'élaboration de ce plan de prévention du risque inondation. Quinze jours au moins avant la date de la réunion publique, le maire de la commune de LE LARDIN SAINT LAZARE porte à la connaissance du public par voie d'affichage, la date, l'objet et le lieu de cette réunion. Enfin, une ou des plaquettes d'information sur le déroulement de la démarche d'élaboration de ce plan de prévention du risque inondation, destinées aux citoyens, seront réalisées par l'Etat et distribuées par la mairie.

Le bilan de la concertation sera adressé aux communes concernées et tenu à la disposition du public en mairie et sur le site internet de la préfecture à l'adresse susvisée (puis joint au dossier mis à l'enquête publique).

**Article 6** - Le présent arrêté sera publié en caractères apparents dans deux journaux locaux par les soins de la direction départementale des territoires.

**Article 7** - Le présent arrêté est tenu à la disposition du public :

- à la mairie de LE LARDIN SAINT LAZARE où une copie sera affichée pendant un mois au minimum ;
- à la préfecture de la Dordogne à Périgueux (SIDPC) ;
- à la direction départementale des territoires de la Dordogne (SEER / RDPF).

Cet arrêté peut faire l'objet de contestation, sous forme de recours administratif, gracieux ou hiérarchique, ou recours contentieux formulé auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 8** – Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Sarlat-la-Canéda, le directeur départemental des territoires, les maires des communes concernées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat en Dordogne.

Périgueux, le 02 AOUT 2017

La Préfète

Anne-Gaëlle BALDOUIN-CLERC

